

Protection de l'emploi et croissance

Résolution de la Commission Économique et Sociale
adoptée par le Conseil Central d'Amsterdam (11 juin 2004)

1- Les relations entre emploi et croissance constituent une des préoccupations majeures dans la situation économique actuelle de l'Union Européenne, qui, globalement, manque de dynamisme. La croissance tendancielle s'est affaiblie, et les créations d'emplois sont insuffisantes pour résorber le chômage. Beaucoup d'analystes attribuent ces phénomènes, au moins pour une part, aux rigidités de nos marchés du travail.

Certes, les différences de croissance démographique expliquent une partie de l'écart entre les États-Unis et l'Europe. Mais cet écart résulte surtout du fait que les Européens sont, en moyenne, moins nombreux à travailler que les Américains, et travaillent un moins grand nombre d'heures. Ces différences de comportement ne sont pas seulement l'expression de libres choix individuels, elles résultent surtout de mécanismes pervers dans la régulation des marchés du travail en Europe qui affaiblissent la propension à travailler et dépriment le taux d'emploi. Or, des économies dans lesquelles les emplois ne sont plus en mesure de répondre aux transformations continues de la demande et des marchés sont condamnées à la stagnation: trop protéger l'emploi d'aujourd'hui risque souvent d'empêcher l'émergence des emplois de demain.

2- On ne peut s'empêcher, en effet, de noter les réticences de nombreux employeurs à embaucher des travailleurs lorsqu'ils savent que la législation rendra leur mise à pied difficile ou coûteuse. La sécurité individuelle que les systèmes de protection de l'emploi confèrent aux travailleurs légalement occupés (*insiders*) risque ainsi d'avoir pour contrepartie une extension du travail au noir et du chômage de longue durée, et donc d'être payée par une insécurité collective plus grande, particulièrement pour les catégories de la population active (jeunes, femmes, immigrés) socialement plus fragiles (*outsiders*). Les études économiques existantes confirment qu'un degré élevé de protection de l'emploi accroît en fait l'inégalité face à celui-ci.

Il n'en reste pas moins qu'une base minimale de protection est ressentie par l'opinion publique dans la majorité des États européens comme indispensable pour assurer un climat satisfaisant dans les entreprises et une cohésion sociale propice à la compétitivité. Toute la difficulté est donc de déterminer un niveau optimal de protection permettant de concilier sécurité et flexibilité. La flexibilité attendue par l'économiste (et par les consommateurs) doit être compatible avec la protection requise par les travailleurs pour assurer leurs prestations, tout en assurant la performance des entreprises.

3- Ce constat global doit immédiatement être nuancé par l'observation d'importantes différences nationales au sein de l'Union européenne. Tous les pays membres ont été amenés à revoir leurs systèmes d'emploi, et à faire des arbitrages difficiles entre mesures défensives encadrant embauches et licenciement, et mesures proactives comme la formation ou la gestion prévisionnelle. Plusieurs États membres ont réussi, par des réformes entreprises dès les années 1980 pour certains, à améliorer le fonctionnement de leurs marchés du travail au point d'avoir maintenant des niveaux de chômage et des taux d'occupation comparables à ceux des États-Unis. D'autres en revanche, et parmi eux plusieurs grands États dont les performances pèsent fortement sur la moyenne européenne, connaissent un chômage structurel important et semblent s'être installés dans un équilibre de sous-emploi, qui a pour contrepartie un accroissement tendanciel de

l'endettement public difficilement soutenable à long terme. La nécessité pour ces pays de rétablir les équilibres macro-économiques globaux (emploi, finances publiques) ne fait pas de doute, non plus que celle, pour y arriver, d'accroître le taux d'emploi de la population en âge de travail.

L'observation sociologique montre au demeurant que le sentiment de sécurité de l'emploi, qui joue un rôle important dans l'arbitrage individuel entre la consommation et l'épargne, peut dépendre davantage, comme aux États-Unis, du dynamisme de l'économie qui permet de retrouver facilement un autre emploi, ou encore, comme au Danemark, de politiques très actives de l'emploi incluant un suivi individualisé des chômeurs, plutôt que de l'existence d'un degré élevé de protection administrative ou légale de l'emploi.

Ayant fait ces constats, la Ligue Européenne de Coopération Économique (L.E.C.E.), réunie en Commission Économique et Sociale à Paris le 15 avril 2004:

- ◇ **demande** que l'on cherche activement à augmenter le taux d'emploi dans les pays ou régions où il est trop bas, notamment en éliminant les dispositifs et incitants divers qui encouragent la cessation prématurée de l'activité, en accroissant le taux de participation de la population féminine, et en renonçant aux formules illusoires de réduction obligatoire de la durée du travail sans perte de salaire;
- ◇ **plaide** pour que dans le même temps la création d'emplois accessibles soit stimulée par l'encouragement aux activités innovantes et aux formules permettant de les financer, en particulier par le soutien des petites et moyennes entreprises et une fiscalité incitative appropriée;
- ◇ **recommande** que les gouvernements mettent en œuvre au plus vite la simplification des contraintes et réglementations imposées pour la création de nouvelles entreprises;
- ◇ **rappelle** dans ces perspectives l'importance de l'éducation des jeunes - y compris l'apprentissage qui reste trop souvent ignoré dans les politiques publiques - et de la promotion de la recherche et de l'esprit scientifique. Il s'agit notamment de développer en eux le goût d'entreprendre et de rendre la main d'œuvre plus polyvalente et réceptive tant aux développements technologiques nouveaux qu'à l'acceptation du risque. Il s'agit aussi de promouvoir une bonne coopération entre l'éducation nationale et les entreprises, notamment au niveau régional;
- ◇ **insiste** sur le fait que les réformes des marchés du travail et l'élimination d'un certain nombre de rigidités dans leur fonctionnement ne sont pas incompatibles avec la justice sociale, voire peuvent l'améliorer en réduisant la discrimination dont souffrent les outsiders, sur les marchés du travail, par rapport aux *insiders*;
- ◇ **souligne** l'intérêt pour promouvoir de telles réformes d'un modèle coopératif, impliquant étroitement les partenaires sociaux dans la recherche honnête de formules adaptées aux particularités de chaque pays, plutôt que d'une logique de l'affrontement;
- ◇ **constate** qu'il est crucial, pour y parvenir, de renforcer la confiance du public dans l'avenir de l'emploi, tout en précisant les adaptations devenues nécessaires - notamment en exploitant, analysant et diffusant les abondantes informations disponibles sur les réformes réalisées dans les pays voisins et sur leurs résultats;
- ◇ **suggère** que les autorités s'attachent à rendre leurs stratégies en matière économique, sociales et d'emploi plus lisibles et - à l'exemple de ce que font déjà

plusieurs pays membres - à renforcer la part des mesures "actives" en matière d'emploi (formation, aides à la reconversion...) par rapport aux mesures purement défensives;

- ◇ **recommande** que la dynamique européenne soit davantage sollicitée pour faire aboutir ces choix politiques que le contexte national rend souvent difficiles, non pas en imposant aux États membres un modèle uniforme de réformes des marchés du travail mais en les soumettant à une surveillance plus contraignante des résultats de leurs efforts dans la recherche du plein-emploi;
- ◇ **appelle**, pour conclure, l'Union à revitaliser les processus de Lisbonne et de Luxembourg par un double effort: en hiérarchisant mieux les engagements des pays selon leur importance relative, mais aussi en les faisant sortir de leur confidentialité intergouvernementale pour les ouvrir à un débat public.

- - - - -